

Lancer un appel d'offre

1. Définition

Le lancement d'un appel d'offre doit permettre à un commanditaire de connaître les fournisseurs les plus aptes à répondre à sa demande.

Dans le cas d'un acheteur public, la loi impose une sélection des fournisseurs qui garantisse autant une dépense efficiente des deniers publics qu'une concurrence loyale entre les candidats à un marché public.

Ainsi, le *Code des marchés publics* (CMP) définit l'appel d'offre comme la procédure légale qu'un acheteur public (ou « pouvoir adjudicateur ») peut ou doit utiliser avant toute signature de marché. Par cette procédure, l'acheteur public informe les fournisseurs éventuels de son souhait et donne les modalités de réalisation de celui-ci. L'appel d'offre apparaît donc être autant un acte de publicité qu'un document technique.

2. La définition des besoins de l'établissement

Avant tout, un établissement ou un service qui souhaite s'engager dans une procédure de marché public doit exactement définir ses besoins. De ceux-ci dépendra le type de marché engagé (à bons de commande ou non, alloti ou non) et s'imposeront un certain nombre d'exigences légales (appel d'offre ou non).

De plus, les pièces de marché devront être établies en accord avec le service financier de la tutelle qui est la responsable légale du marché à venir. En effet, les besoins de l'établissement ou du service peuvent correspondre à ceux d'autres services de la même tutelle. Stratégiquement ou légalement, un marché public commun peut s'imposer.

3. Les conditions de lancement d'un appel d'offre

Stricto sensu, l'« appel d'offre » ne s'impose que pour des achats d'un montant assez élevé mais rien n'empêche d'adopter cette procédure en dessous de ces seuils. S'il ne fait ce choix, le pouvoir adjudicateur peut engager des marchés à procédures dites « adaptées » (MAPA) ([art. 26](#)) qui permettent de conserver la logique concurrentielle de l'appel d'offre. Ces procédures ne libèrent pas forcément du devoir de publicité mais elles permettent de nettement simplifier ce dernier et elles autorisent la négociation directe entre le pouvoir adjudicateur et les candidats ([art. 28](#)).

Par ailleurs, il faut signaler qu'un appel d'offre peut être « ouvert » ou « restreint ». Dans le premier cas, n'importe quel fournisseur peut faire une offre à l'acheteur public. Dans le second cas, l'acheteur aura préalablement sélectionné les types de fournisseurs autorisés à répondre à son appel d'offre.

Le CMP précise les règles qui s'imposent à l'acheteur public. On peut les résumer comme il suit ([art. 40](#)) :

Types de dépenses	Montant de la dépense	Procédures	
Fournitures, services ou travaux	< 20 000 € HT	Pas de publicité obligatoire.	Marché à procédures adaptées
	de 20 000 € à 90 000 € HT	Publicité obligatoire selon des modalités choisies par le pouvoir adjudicateur.	Marché à procédures adaptées
Fournitures et services	de 90 000 € à 133 000 € HT (Coll. territ.) ou 206 000 € HT (État)	Avis d'appel public à la concurrence dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) ou dans un journal habilité à recevoir des annonces légales. A compter du 01/01/2010, publication du même avis sur son profil d'acheteur*. Possibilité de publier l'avis dans la presse spécialisée qui correspond au secteur économique concerné.	Marché à procédures adaptées
	à partir de 133 000 € HT (Coll. territ.) ou 206 000 € HT (État)	Publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans le BOAMP et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) ainsi que, à compter du 1er janvier 2010, sur son profil d'acheteur.	Appel d'offre
Travaux	entre 90 000 € et 5 150 000 € HT	Publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans le BOAMP ou dans un journal habilité à recevoir des annonces légales. A partir du 01/01/2010, publication du même avis sur son profil d'acheteur. Possibilité de publier l'avis dans la presse spécialisée adéquate.	Marché à procédures adaptées
	à partir de 5 150 000 € HT	Publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans le BOAMP et au JOUE, ainsi que, à compter du 1er janvier 2010, sur son profil d'acheteur.	Appel d'offre

* « Le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur est le site dématérialisé auquel il a recours pour ses achats. » ([Art. 39](#)).

4. Les pièces constitutives de l'appel d'offre

On trouvera maints exemples, notamment pour des bibliothèques, d'appels d'offres émis par divers commanditaires publics dans le [Bulletin officiel des annonces des marchés publics \(BOAMP\)](#). Afin que les candidats éventuels puissent faire une offre pertinente, l'adjudicateur public doit produire et mettre gratuitement à leur disposition un Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) qui comportera différentes pièces qui énoncent au mieux son projet et exposent les modalités de sa réalisation. Les principales pièces d'un DCE sont :

1. L'acte d'engagement sur lequel le candidat fera son offre. Il devra être conjointement signé par le commanditaire et le candidat.
2. Le cahier des charges ([art. 13](#)) qui détermine les conditions de réalisation du marché. Ce cahier peut contenir quatre éléments :
 - Un cahier des clauses administratives générales (CCAG)
 - Un cahier des clauses techniques générales (CCTG)

Ces deux cahiers rappellent les dispositions légales appliquées pour le type de marché ou de prestation concernés.

- Un cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Un cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Ces deux cahiers précisent les éventuelles dispositions propres à la réalisation du marché. L'intervention des professionnels concernés par le marché, pour la rédaction de ces cahiers, est déterminante afin que les offres faites par les fournisseurs éventuels répondent véritablement à leurs besoins.

3. Le règlement de la consultation qui précise les règles particulières de cette dernière, en particulier les critères de choix du candidat à partir, par exemple, du caractère moins disant (le moins cher) ou mieux disant (meilleur rapport prestation-prix) des offres effectuées ([art. 53](#)). Ce document est facultatif si les informations qu'il contient figurent dans l'avis d'appel public à la concurrence ([art. 42](#)).

Il faut noter que si les échanges de documents entre le commanditaire et les candidats peuvent déjà être réalisés sous forme dématérialisée, le CMP définit un calendrier au terme duquel aucun acteur ne pourra plus refuser une transmission par voie électronique des pièces de marché ([art. 56](#)).

5. Qu'attendre en retour d'un appel d'offre ?

Au-delà du respect des règles de la libre concurrence, le lancement d'un appel d'offre doit permettre à l'adjudicateur public d'obtenir diverses propositions qui répondent à ses besoins. Celles-ci seront étudiées lors d'une commission d'appel d'offre (CAO), pour les collectivités territoriales, par divers responsables pour l'État ([art. 24](#)) et un titulaire du marché sera choisi parmi les candidats.

Enfin, il faut retenir la possibilité d'un appel d'offre infructueux, en cas d'absence d'offre ou en cas d'offre insatisfaisante. Le CMP prévoit alors une procédure de marché négocié ([art. 35](#)) qui offre plus de souplesse à l'acheteur public pour trouver un fournisseur.

Liens	Bibliographie – Webographie
	<p>Association des Bibliothécaires Français. <i>Le métier de bibliothécaire</i>. Sous la direction de Raphaële Mouren et Dominique Peignet. Paris : Éditions du Cercle de la Librairie, 2007. Pages 341 à 344.</p> <p>Bercy colloc (Bercy au service des collectivités locales) [en ligne] http://www.colloc.bercy.gouv.fr/colo_struct_marc_publ_code/tabl_synt_3.html</p> <p>Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) [en ligne] : http://www.boamp.fr/index.php?action=afficherFormRechSimple</p> <p>Code des Marchés Publics (CMP) [en ligne] http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000005627819&dateTexte=20080822</p> <p>Portail des Marchés Publics (Le) [en ligne] : http://djo.journal-officiel.gouv.fr/MarchesPublics/</p>

Fiche réalisée par : Hervé Renard
Créée le : 1^{er} septembre 2009